CONSEIL DEPARTEMENTAL DES YVELINES

Convocation des élus par le Président le : 6 octobre 2021

Transmission aux élus du rapport et du projet de délibération le : 13 octobre 2021

COMMISSION PERMANENTE

Séance du vendredi 22 octobre 2021

POLITIQUE A03 Mobilité durable

**REGULARISATION FONCIERE DE L'ASSIETTE FONCIERE DE LA RD 35 A TRAPPES,
ENTRE L'ASZATE, LA SOCIETE SUZUKI ET LE DEPARTEMENT DES YVELINES
POUR UN MONTANT ESTIME A 10 001 €**

LA COMMISSION PERMANENTE,

Sur le rapport de M Laurent Brosse

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques,

Vu la délibération du Conseil départemental n°2021-CD-9-6417.1 du 1^{er} juillet 2021 portant délégation des attributions du Conseil départemental à la Commission permanente,

Vu le courrier de la société Suzuki en date 25 septembre 2018 en vue d'un échange foncier de parcelles situées à Trappes avec le Département,

Vu le courrier du Département en date du 6 juin 2019 donnant son accord pour un échange foncier consistant en la cession au profit de la société Suzuki des emprises issues de la parcelle D n°719 et l'acquisition par le Département des emprises issues des parcelles cadastrées AN n°16 et D n°717 à Trappes, et sollicitant la prise en charge des frais liées à cet échange par la société Suzuki,

Vu le courrier de la société Suzuki en date du 20 septembre 2019 donnant son accord sur l'ensemble des modalités de l'échange foncier,

Vu le courrier de l'Association Syndical de la Zone d'Activités Trappes Elancourt (ASZATE) en date du 6 juin 2019, proposant la cession à l'euro symbolique au profit du Département d'emprises issues des parcelles cadastrées D n°718, 721 et 728 situées à droite de la RD 35 et de la rue Denis Papin à Trappes,

Vu le courrier du Département en date du 2 septembre 2021 donnant son accord à l'ASZATE pour l'acquisition à l'euro symbolique des parcelles nouvellement cadastrées section D n° 743, 748 et 750 à Trappes et la prise en charge par le Département des frais d'acte,

Vu l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat en date 28 juillet 2021, estimant que le prix négocié à l'euro symbolique n'appelle pas d'observations,

Vu les documents modificatifs du parcellaire cadastrale réalisés par le cabinet géomètre expert Foncier

Expert, en date du 3 juin 202,

Vu le rapport de Monsieur le Président du Conseil Départemental,

Considérant qu'il y a lieu de procéder à la régularisation de l'assiette foncière de la Route Départementale 35 à Trappes, en sa partie située le long de la Zone d'Activités Trappes Elancourt., afin de faire correspondre la réalité de terrain au découpage parcellaire.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Décide la cession sans soulte des parcelles cadastrées section D n°745 de 270 m² et D n°746 de 104 m² sises à Trappes au profit de la société Suzuki ou à toutes filiales dépendantes de cette société.

Décide l'acquisition des parcelles cadastrées section D n° 740 de 28 m², D n° 741 de 1 m² et AN n°29 de 45 m², sises à Trappes, propriétés de la société Suzuki

Décide l'acquisition des parcelles cadastrées section D n° 743 de 39 m², D n° 748 de 24 m² et D n°750 de 28 m², sises à Trappes, propriétés de l'Association Syndical de la Zone d'Activités Trappes Elancourt

Fixe le prix d'acquisition des parcelles appartenant à l'Association Syndical de la Zone d'Activités Trappes Elancourt à 1 € (UN EURO).

Dit que les frais d'acte d'acquisition des parcelles appartenant à l'Association Syndical de la Zone d'Activités Trappes Elancourt, estimés à 10 000 € sont pris en charge par le Département.

Dit que le prix d'acquisition et les frais d'actes seront imputés au chapitre 21 article 2151 du budget départemental 2022.

Dit que tous les frais liés à l'échange de parcelles entre la société Suzuki et le Département sont pris en charge par la société Suzuki.

Autorise M. le Président du Conseil Départemental à signer l'ensemble des actes notariés à intervenir, ainsi que tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

2021 que tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

La présente décision ne pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Versailles au-delà d'un délai de deux mois à compter de sa publication.

Séance du vendredi 22 octobre 2021**REGULARISATION FONCIERE DE L'ASSIETTE FONCIERE DE LA RD 35 A TRAPPES,
ENTRE L'ASZATE, LA SOCIETE SUZUKI ET LE DEPARTEMENT DES YVELINES
POUR UN MONTANT ESTIME A 10 001 €**

Délibération

Président de la séance : Bédier Pierre

Secrétaire :

Votent POUR (37) : Catherine Arenou, Geoffroy Bax de Keating, Pierre Bédier, Philippe Benassaya, Laurence Boularan, Sonia Brau, Nicole Bristol, Laurent Brosse, Claire Chagnaud-Forain, Julien Chambon, Bertrand Coquard, Ingrid Coutant, Nicolas Dainville, Olivier De la Faire, Clarisse Demont, Gwendoline Desforges, Sylvie D'Esteve, Fabienne Deveze, Cécile Dumoulin, Eric Dumoulin, Pierre Fond, Grégory Garestier, Marc Herz, Suzanne Jaunet, Josette Jean, Olivier Lebrun, Lorrain Merckaert, Guy Muller, Karl Olive, Nathalie Pereira, Arnaud Pericard, Laurent Richard, Alexandra Rosetti, Patrick Stefanini, Stéphanie Theyre, Pauline Winocour-Lefevre, Cécile Zammit-Popescu.

Absents excusés : Marie-Hélène Aubert, Anne Capiiaux, Richard Delepierre, Joséphine Kollmannsberger, Jean-François Raynal.

Affichage le : 27 octobre 2021

Transmission préfecture le : 26 octobre 2021

AR Préfecture :

N° : 078-227806460-20211022-lmc1126068-DE-1-1

Du : 26 octobre 2021

Délibération exécutoire le : 27 octobre 2021